

LE CNPF DANS LA BATAILLE ÉLECTORALE :



Paul BOCCARA

AMPLIFIER LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT SOCIALISTE... DE GÂCHIS CAPITALISTES

Pour l'ouverture de la campagne électorale, le CNPF s'est prononcé sur la *politique économique*, par la conférence de presse du 22 octobre de son vice-président, Guy Brana.

En fait de « propositions pour une nouvelle politique économique », le document présenté débouche sur le constat que la politique économique et sociale menée depuis les « deux dernières années » par le gouvernement socialiste va « dans la bonne direction », et que ce qu'il faut c'est « accélérer » les efforts dans le même sens. Il demande au Parti socialiste et aux partis

de droite de poursuivre et d'amplifier encore la politique gouvernementale actuelle, favorisant la rentabilité financière contre l'emploi et contre les dépenses de développement de la population...

donc favorisant les capitaux multinationaux contre la grande majorité des salariés et des Français, au détriment de la modernisation hardie de la France. L'explication de la crise persistante et aggravée de la croissance française par le CNPF est marquée par des déformations et des silences remarquables, comme par des aveux caractéristiques.

□ □ *Charges sociales contre ressources financières ? Ou investissement financier contre investissement réel ?*

Le CNPF commence par protester contre la croissance des prestations sociales et de leur pourcentage par rapport à la valeur ajoutée des entreprises. « En conséquence, affirme-t-il, leurs moyens financiers, donc leurs investissements se sont réduits, notamment dans le secteur industriel ». En réalité, ses propres chiffres le contredisent déjà en ce qui concerne l'évolution récente. Ainsi selon lui, le pourcentage des charges sociales par rapport à la valeur ajoutée des sociétés non financières (il laisse de côté les sociétés financières) aurait stagné de 19,2 % en 1982 à 19,3 % en 1984 (à l'opposé du passage de 15,4 à 18,3 de 73 à 79). Il reconnaît ensuite que l'épargne brute des sociétés et quasi-sociétés, hors les grandes entreprises nationales (nationalisées), se serait relevée (après une baisse) en pourcentage de la valeur ajoutée de 79,9 à 104,5 en 84, tandis que le taux d'investissement brut en pourcentage de la valeur ajoutée aurait néanmoins continué à baisser, passant de 15 à 14,2 dans le même temps.

Mais en outre, ce que le CNPF cache soigneusement c'est ce que souligne le *Rapport sur les Comptes de la Nation* pour 1984 : « Il est désormais plus rentable de placer sans risques des capitaux sur le marché financier plutôt que de les investir dans des opérations productives risquées » (le *Rapport* T.1., p.9). Ainsi, la formation brute de capital fixe des sociétés ou d'entreprises individuelles recule de 4 % en 1983 et encore de 2,9 % en 1984. Certaines estimations ont établi que 60 % des ressources disponibles des sociétés (pour l'investissement productif et financier ainsi que les versements financiers) n'allaient pas à l'investissement productif en 1981. Ce taux serait passé à environ 70 % en 1984.

De plus, même les investissements industriels, qui ont connu une certaine reprise en 1984, se font plus que jamais contre l'emploi. Le *Rapport sur les Comptes de la Nation* en 1984 publié en juin 1985, précise : en 1984 « l'emploi intérieur chute de 1 % soit une diminution de 220 000 personnes, deux fois

supérieure à celle de 1983 ». Cette chute est « la plus importante des trente dernières années ». En 1984, les licenciements économiques ont d'ailleurs atteint le taux record de 410 000 ; sans parler du développement de la « rotation emploi précaire-chômage-emploi précaire » surtout pour les jeunes.

Par ailleurs, selon les *Comptes de la Nation*, la part des rémunérations salariales (salaires et cotisations) dans la valeur ajoutée est passée de 71,1 % en 81 à 70,6 % en 83 et 69,2 % en 84, pour les sociétés non agricoles (hors les grandes entreprises nationales). Au contraire, la part de l'excédent brut d'exploitation ou profit brut passe de 22,3 % en 81 à 22,5 % en 83 et 23,6 % en 84 (*Rapport*, T.1, p.72.(1))

On comprend que le CNPF déclare qu'« au cours des deux dernières années, la politique économique et sociale... a fait quelques pas dans la bonne direc-

tion », tout en affirmant « le récent redressement des résultats des entreprises encore trop récent et trop limité... Il faut donc accélérer le redressement pour encourager la prise de risque des investisseurs et l'autofinancement : même dans l'hypothèse de mesures transitoires d'incitation fiscale qui restent toujours nécessaires, des réformes structurelles s'imposent pour accélérer l'évolution suivie depuis deux ans afin de laisser dans les entreprises l'essentiel des gains de productivité ».

En fait, sortent de plus en plus des entreprises, des ressources non utilisées pour la production et pour l'investissement réel mais pour la croissance financière (en titres de sociétés et d'Etat, en devises, etc.) tandis que les gâchis capitalistes gaspillent les progrès nouveaux possibles de la productivité et s'opposent à l'efficacité de toutes les dépenses.

□ □ Excès du « coût du travail » ?

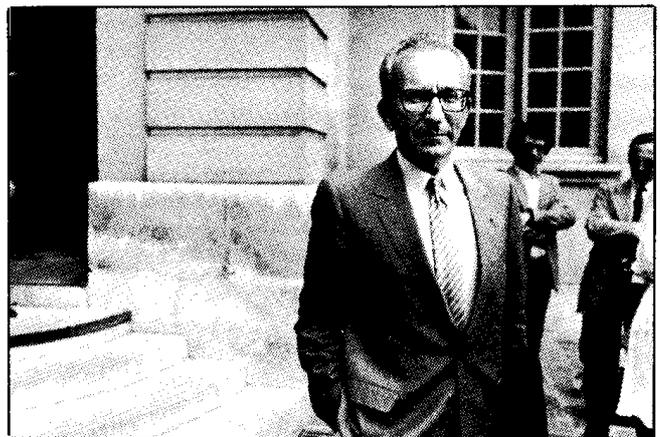
Ou excès des gâchis financiers, matériels et humains contre l'emploi et contre la compétitivité des productions ?

Le CNPF affirme : « Malgré les remarquables progrès de productivité accomplis par les entreprises, le rendement global de notre économie se dégrade. Les deux causes essentielles en sont : le poids excessif des charges sociales et fiscales dans la valeur ajoutée des entreprises, et un coût du travail qui aboutit à laisser trop de Français... sans emploi. Nous sommes désormais dans une situation absurde et paralysante où toute augmentation du coût de la protection sociale provoque un accroissement du chômage, donc un accroissement du coût de la protection sociale ».

Toutefois, si les allocations chômage sont responsables des difficultés de la crise, comment expliquer le chômage actuel ?

□ La compression des dépenses salariales aggrave le chômage tandis que se poursuit la crise de croissance de la productivité

En réalité ce sont les difficultés de la rentabilité globale dans la production par excès d'accumulation et excès d'exploitation qui ont développé le chômage. Ces excès sont la cause du freinage de la croissance de la productivité du travail total (vivant, plus passé contenu dans les moyens matériels de production) par excès d'accumulation de travail passé en moyens de production et excès d'exploitation des travailleurs. Déjà la *Fresque historique du système productif* de l'INSEE de 1974 montrait la baisse du rapport **produit/capital fixe** (2), évidente depuis 1964, et l'excès d'exploitation des travailleurs, évidente depuis 1967 (montée des accidents, loupés, absentéisme). Sur cette base, les difficultés de la rentabilité ont poussé à l'inflation accélérée pour rele-



ver les profits. Ce qui a déclenché les graves surproductions, car les salaires ne suivaient pas. Ce qui a développé le chômage massif accru par le freinage de l'investissement et de la demande des moyens de production eux-mêmes.

Depuis, avec l'approfondissement de la crise, s'est développée la croissance de l'accumulation financière pour la recherche de profits financiers, contre l'investissement réel, moins rentable. D'où encore davantage d'efforts des compressions d'emplois pour relever les profits en diminuant les salaires, avec aussi des investissements de remplacement des travailleurs et non de croissance de la production.

Aussi, le vrai cercle vicieux actuel c'est celui de la croissance du chômage d'aujourd'hui préparant le chômage plus important de demain. En effet, la compression de l'emploi comprime le débouché intérieur, ce qui s'oppose encore à la croissance de la production et de l'emploi. Mais aussi l'effort d'élévation maximum du rapport **produit/heure de travail salarié**, pour rechercher l'élévation du profit ➔

sous prétexte de productivité, tend à l'intensification excessive du travail avec ses effets nocifs grandissants notamment sur la qualité des produits et le poids des loupés. Et surtout, il favorise la poursuite des gâchis des capitaux matériels (et du travail passé ou mort qu'ils ont coûté) à l'opposé des possibilités considérables des nouvelles technologies. En particulier, la pression contre les salaires de l'emploi qualifié et l'insuffisance de personnel qualifié s'opposent à l'utilisation des potentiels d'économie relative des dépenses en moyens matériels, permis par les nouvelles technologies. Ainsi la croissance de la productivité apparente du travail, ne considérant que le travail vivant, semble élevée en moyenne en France : +4,5 % en 82, +2,6 % en 83, +4 % en 84, mais les gains de productivité totale des facteurs, tenant compte des dépenses en capital matériel, sont beaucoup plus limités : à peine 1 % par an, en raison des gâchis des capitaux fixes et des consommations intermédiaires (« *Un Chemin pour sortir de la Crise* », p.69).

En ce qui concerne les comparaisons internationales, l'étude annuelle de la **Dresdner Bank** montre qu'en juin 1985, le coût salarial (salaires directs, plus cotisations sociales) par unité de produit serait en France de 6 % inférieur à celui du Japon, et de plus 15 % plus bas que celui des Etats-Unis. (*Ibidem* p.69 et tableau ci-contre).

□ Progrès technique économisant davantage les capitaux aux Etats-Unis grâce à leur domination du reste du monde aggravant les difficultés de la crise

Cependant, dans les dernières années, le gâchis du capital matériel semble avoir été relativement beaucoup plus faible aux Etats-Unis. C'est ce que ne comprend pas Raymond Barre dans une étude qu'il a publiée récemment, sur *Emploi et Chômage aux Etats-Unis et en Europe 1975-1985*. Il ne voit pas, présente pourtant dans les chiffres qu'il donne lui-même, la question de la productivité concernant le travail mort, dépensé pour les moyens matériels de production, et il confond productivité du travail (total) et productivité apparente du seul travail vivant.

Il remarque à propos de 1973-1983 : « *L'expansion a été plus faible en Europe qu'aux Etats-Unis. [...] Aux Etats-Unis, la croissance plus rapide de l'emploi s'est accompagnée d'un ralentissement marqué des gains de productivité par tête [...]. [Cette] croissance de la productivité reste au moins deux fois plus rapide dans la CEE. [Si son] rythme [...] a diminué, l'accroissement de l'intensité capitalistique (stock de capital par personne employée) restait presque aussi rapide [qu'auparavant, tandis qu'il n'est plus que 1/3 de ce qu'il était auparavant aux Etats-Unis]. La croissance européenne se fait donc avec moins de créations d'emplois qu'aux Etats-Unis, mais avec plus d'investissements qui éco-*

nomisent le travail. Ce phénomène est difficile à expliquer et a sans doute des causes multiples... » (Commentaires, n° 31, 1985).

Dans les évaluations qu'il donne lui-même, on a pour 1973-1983 une plus forte croissance annuelle de la productivité par tête que du capital par tête aux Etats-Unis (**0,6 ≠ 0,3**) d'où si l'on en croit ces chiffres (car d'autres études montreraient des mouvements moins marqués) un certain relèvement du rapport « produit/capital ».

C'est l'inverse pour l'Europe (**1,9 ≠ 3,0**), où donc dans le même temps se serait nettement détérioré le rapport « produit/capital ».

Cependant si de toute façon, les Etats-Unis ont pu se permettre des investissements plus efficaces et plus économes en liaison avec leurs dépenses supérieures de recherche et d'emploi très qualifié, ce n'est pas parce qu'ils étaient moins dominés par la rentabilité financière.

C'est parce que leurs sociétés multinationales ont des débouchés permis par leur domination des marchés, et aussi qu'elles bénéficient de prélèvements dans leurs échanges.

C'est parce qu'ils ont utilisé les prélèvements du dollar sur le reste du monde capitaliste pour développer leurs dépenses de recherche, d'investissements réels novateurs et aussi de qualification des travailleurs.



Ils ont pu le faire en attirant les capitaux des autres pays par les hauts taux d'intérêt en dollars et les relèvements du dollar, y compris pour financer les Bons du Trésor américain et les aides publiques, notamment les commandes militaires.

Mais ils ont ainsi contribué à déprimer les possibilités de la croissance dans le reste du monde. Ils ont aussi développé leurs importations contre leur propre balance commerciale, en raison du haut niveau du dollar qui diminuait les prix des marchandises évaluées dans d'autres monnaies. D'où les difficultés qui annoncent l'essoufflement de la reprise américaine et internationale et son retournement probable vers 1986-1988 environ, avec l'aggravation des surproductions.

**CHARGES SALARIALES ET PRODUCTIVITÉ
DANS L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION (1) DE PAYS IMPORTANTS
(Situation : milieu de 1985)**

Pays	Charges salariales (2)		Valeur de la production par heure de travail (3)	Valeur de la production par unité de coût salarial (4)	Frais salariaux par unité de valeur de production (5)
	En DM			R.F.A. = 100	
U.S.A.	37,70	129	134	104	96
Suisse	31,40	107	104	97	103
R.F.A.	29,30	100	100	100	100
Suède	28,20	96	84	88	114
Pays-Bas	27,20	93	92	99	101
Belgique	26,20	89	86	97	103
France	23,00	79	95	120	83
Japon	22,80	78	88	113	88
Italie	22,50	77	72	94	107
Autriche	22,50	76	75	99	101
Grande-Bretagne	20,00	68	64	94	106
Espagne	16,20	55	52	95	106

- (1) Industrie sans les mines (y compris l'exploitation du pétrole et du gaz naturel, de même que la fourniture d'énergie et d'eau).
 (2) Salaires horaires (y compris les charges accessoires au salaire).
 (3) Valeur ajoutée par heure de travail convertie dans la même monnaie.
 (4) Valeur ajoutée/charges salariales.
 (5) Charges salariales/valeur ajoutée.

Sources : O.C.D.E. - Institut de l'économie allemande.
 Extrait de « Dresdner Bank Wirtschaftsberichte », septembre 1985.

□ □ *La rentabilité capitaliste contre l'emploi
et aussi contre la modernisation*

Le CNPF ne veut pas du tout voir les gâchis des hommes et des capitaux ainsi que la baisse de l'efficacité des capitaux, comme fondements de la crise durable du capitalisme. Pourtant, il doit les reconnaître de façon indirecte. En effet, il réclame une stimulation de « l'investissement immatériel » notamment pour amplifier l'effort de recherche-développement, en déclarant même : « L'efficacité de l'investissement productif dépend de l'investissement immatériel qui lui est associé ».

C'est, au fond, reconnaître à la fois la crise de l'efficacité du capital matériel et le besoin nouveau de développer massivement les hommes.

Tout en approuvant les récentes faveurs publiques aux entreprises capitalistes (crédits d'impôts, etc.) au nom de l'incitation à l'effort de **recherche-développement**, il réclame essentiellement une amplification de ces mesures et aides publiques.

Mais pour les dépenses dites immatérielles de **formation**, pourtant très insuffisantes par rapport aux efforts de recherche-développement, il propose plutôt que d'augmenter ces dépenses, de supprimer le contrôle administratif de leur affectation.

Bien plus, alors qu'il réclame par dessus tout « la priorité... à la stimulation de tous les investissements rentables », le CNPF refuse de voir l'opposition actuelle des critères de rentabilité, à l'utilisation hardie des nouvelles technologies et des dépenses de recherche, parce qu'ils s'opposent au développement

de l'emploi en quantité et en qualité et ainsi, au développement audacieux des productions dans de nouvelles conditions d'efficacité. S'il cite l'étude du *Crédit National* sur les « investissements immatériels » que nous analysons autrement dans notre livre « **Intervenir dans les Gestions avec de nouveaux Critères** », il se garde bien de citer une autre étude du *Crédit National* sur les *entreprises innovatrices* que nous analysons longuement dans ce livre. De même Laurent Fabius, en mettant en avant les faveurs gouvernementales aux capitaux, sous prétexte d'investissements et de recherche cache la destruction des effets de ces dépenses publiques par la domination des critères de rentabilité contre l'emploi en quantité et qualité.

En effet, l'étude du *Crédit National* sur les entreprises innovatrices montre que dans les **grandes entreprises innovatrices**, aidées par l'A.N.V.A.R. (Agence Nationale de Valorisation de la Recherche), l'efficacité des capitaux, ou le rapport « **valeur ajoutée/immobilisations** », est plus élevée que dans les entreprises non innovatrices.

Par ailleurs le rapport « **frais de personnel/effectifs** » est aussi plus élevé en raison de l'importance de la qualification supérieure nécessaire (et pas seulement pour la recherche). Cependant, pour les mêmes entreprises, la rentabilité économique (**profits/tous capitaux**) est plus basse en raison des frais de personnel et aussi de l'intégration plus grande des

activités (rotation plus lente du capital). Et même la rentabilité financière (**profits/capitaux propres**) y est parfois plus basse.

Pour les **P.M.E. innovatrices** le rapport « **VA/immobilisations** » n'est pas plus élevé, ni les frais de personnel, mais elles ont des « investissements immatériels » (brevets, etc. qui ne sont pas des capitaux proprement dits) et des dépenses de services (de recherches, etc.) à l'extérieur plus importants que les P.M.E non innovatrices. Ce qui élève leurs dépenses sociales pour les hommes, tandis que leurs rentabilités économique et même financière sont en général plus basses.

L'étude croit justifier ainsi la nécessité d'aides publiques à l'innovation contre les obstacles de la rentabilité. Mais, elle ne mentionne pas la pression de ces obstacles contre la croissance de l'emploi et même pour sa diminution dans les entreprises innovantes, pression qui résulte pourtant de ses propres données. Elle ne parle pas des oppositions à la hardiesse des innovations des entreprises innovatrices et aux innovations en général dans les autres entreprises, résultant de la pression de la profitabilité contre les dépenses pour les hommes, l'emploi, les salaires.

Pendant, si la matière grise devient l'atout principal, il faut pouvoir la valoriser au maximum, en développant le plus possible l'emploi effectif avec sa qualification. De plus, en s'opposant à la croissance de l'emploi et en freinant ainsi celle de la production, les exigences de profitabilité s'opposent aussi à la croissance de recettes non financières des entreprises et de l'Etat et des collectivités territoriales, et donc aux dépenses d'innovations et aux possibilités d'aides publiques pour la recherche et l'innovation industrielle. Mais elles favorisent la croissance financière des entreprises et les aides publiques à la croissance financière.

Malgré les limitations de la croissance des aides publiques, on assiste en général à la montée des déficits publics, en raison des besoins d'aides publiques accrus, face à des recettes publiques diminuées du fait du freinage de la croissance et aussi des détaxa-

tions des entreprises, détaxations dont le CNPF réclame une accélération.

Toutefois, loin de mettre en cause les critères de gestion des entreprises, c'est vers la « privatisation » de parties juteuses du secteur public revendues au privé qu'a commencé à s'orienter la politique du gouvernement. Le CNPF appuie d'ailleurs explicitement ces « *mesures de privatisation, déjà exercées sous des formes diverses* », cessions de filiales, introductions en Bourses, etc. Mais les apports de fonds de ces rétrocessions renforcent les exigences de rentabilité financière multinationale des gestions des entreprises, contre l'emploi et donc contre la croissance de la production et la modernisation. Laurent Fabius a prétendu que les achats et exportations de capitaux à l'étranger compensent les cessions des entreprises publiques en France, dans son débat télévisé avec Chirac. Celui-ci ne lui a pas répondu sur ce point, car il est, bien sûr, pour les exportations de capitaux. Mais en réalité, cela aggrave la pression de la croissance financière (par les exportations de capitaux) contre l'emploi et la production en France et dans les régions, et ajoute au gâchis de la perte d'entreprises françaises très performantes, les gâchis des investissements coûteux aux Etats-Unis, comme c'est le cas, par exemple, pour A.M.C. qui ajoute son gâchis à celui de la vente de Renix par Renault.

Partout ce qui domine ce sont les gâchis de la rentabilité financière contre l'emploi. Et pourtant des critères nouveaux d'efficacité sociale des fonds, stimulant l'emploi en quantité et en qualité, pour lesquels nous luttons, favorisent aussi la production plus importante de toute la valeur ajoutée nationale, comprenant aussi les impôts et les cotisations sociales, les recettes pour développer les hommes et une modernisation efficace.

De même, le problème du financement de la « protection sociale », auquel se réfère aussi le CNPF, renvoie à la progression de l'emploi permettant d'augmenter la masse des cotisations, y compris en ce qui concerne le poids nouveau des « pré-retraités » (sur les besoins et contre les recettes) et des retraites avancées du fait de la compression des emplois.

Rapports internationaux favorisant l'exportation des capitaux et la croissance financière ? Ou rapports favorisant l'emploi avec des productions régionales et nationales efficaces ?

Le CNPF pousse à développer la politique de faveurs à l'exportation des marchandises. Il demande d'amplifier encore les faveurs à l'exportation de ces capitaux, en justifiant ces faveurs même en l'absence totale de retombée sur l'exportation de marchandises (alors que déjà les exportations de marchandises sont faibles en général par rapport aux fonds mobilisés).

Outre leur pression contre l'emploi et la production en France, les exportations de capitaux contri-

buent à faire progresser les besoins d'endettement de la France. Et les faveurs à la pénétration des capitaux américains, allemands ou japonais en France, pour compenser les sorties, aggravent la domination de notre économie par des critères de rentabilité financière multinationale contre l'emploi et la hardiesse de la production.

Au plan commercial, tandis que les chiffres avancés par le CNPF lui-même reconnaissent la progression très importante de la pénétration étrangère

L'efficacité rongée par un cancer financier

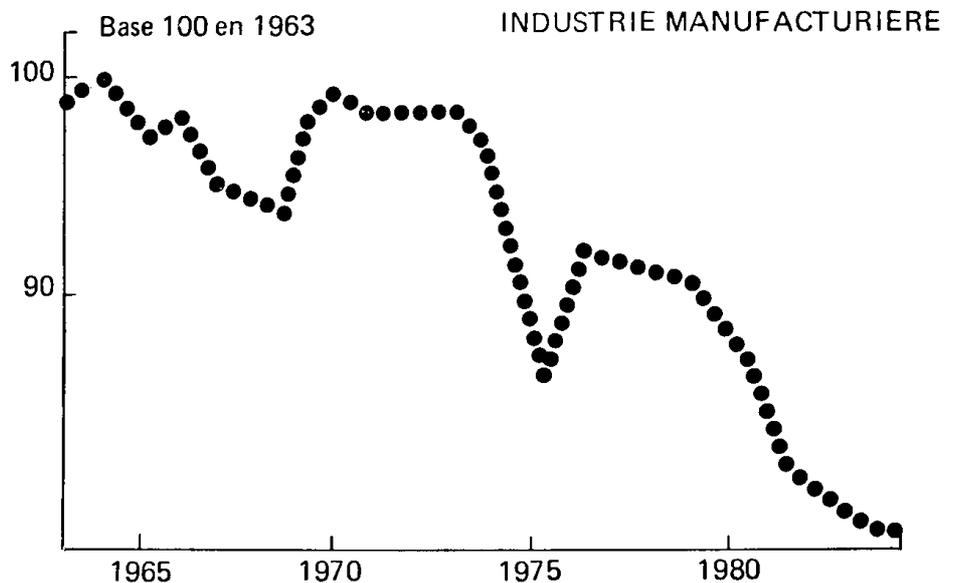
Extraits de « Un chemin pour sortir de la crise », (pp. 28-29)

Une étude minutieuse, à partir des « tableaux de financement » des entreprises, montre que, en 1984, 30 % seulement des ressources dont elles disposent pour leur développement sont investis. Dans les années soixante-dix, cette part était de 60 %. Aussi, l'argent vient à manquer pour la recherche, la formation, la qualification et l'emploi des travailleurs. Les coûts fixes dus aux gaspillages des capitaux, à l'endettement, à la sous-utilisation des équipements, aux pannes, aux défauts de qualité augmentent.

C'est l'efficacité et la compétitivité de la production réelle des entreprises qui est ainsi sabordée.

D'ailleurs, la production de richesses nouvelles (valeur ajoutée) par unité de capital dans l'économie ne cesse de diminuer (voir graphique ci-dessus pour l'industrie).

C'est que les fonds disponibles dans les entreprises et les régions sont happés par la croissance financière, liée elle-même à la recherche de la rentabilité, la production étant soit adaptée en régression face à la crise des débouchés, soit encore carrément sacrifiée.



Source : Rapport sur les Comptes de la Nation 1984

sur notre marché intérieur, il n'en tire pas la conclusion de l'effort prioritaire de reconquête du marché national. Au contraire, toujours en raison des exigences de rentabilité financière supérieure, il insiste sur la poursuite et le renforcement des privilèges à l'exportation. Alors que des faveurs publiques à l'exportation s'opposent à la lutte pour la reconquête du marché intérieur. Bien plus, le CNPF parle d'« un grand marché intérieur européen » sans considérer la gravité de notre déséquilibre commercial vis-à-vis des pays de la CEE et notamment la RFA : en 1984, déficit de 57 milliards de francs avec la CEE dont 28 milliards avec la RFA.

Il est vrai qu'en contradiction flagrante avec la progression récente des tendances à la surproduction qui vont saper la reprise internationale partie des Etats-Unis, déjà insuffisante à empêcher la progression du chômage en Europe, le CNPF affirme qu'« à l'heure actuelle l'obstacle majeur à l'expansion et donc à la création d'emploi n'est pas la demande finale ».

Pourtant, c'est en vue des difficultés accrues du tournant prévisible de la conjoncture internationale, que le gouvernement répand les illusions sur le grand marché européen. En réalité, sur ce grand

marché, que l'on veut « déréglementer », en ouvrant les consommations publiques notamment, pourrait ainsi se placer de plus en plus la production des multinationales américaines et japonaises. Tandis que les compressions d'emplois du fait des équipements nouveaux (en partie importés) saperaient encore le débouché des pays ouest-européens, si l'on continue sur la lancée actuelle.

Au contraire, en prévision de ces difficultés accrues, nous proposons à la fois d'entreprendre effectivement la reconquête du marché national français et de le développer avec une croissance forte centrée sur l'emploi efficace. Nous proposons aussi de nouvelles coopérations (échappant aux dominations des multinationales américaines et japonaises) dans l'intérêt des emplois de tous les travailleurs européens grâce notamment à des relations originales, de développement des P.V.D. et aussi avec des relations plus importantes avec les pays socialistes.

Il ne s'agit pas de rechercher la rentabilité financière sur le dos des partenaires, mais la stabilité et la progression des échanges en vue de la croissance de l'emploi efficace des différents partenaires, avec notamment des coproductions et des coopérations dans les recherches pacifiques entre pays européens et avec les autres pays.

□ □ *Le CNPF conciliateur des partis politiques dits de l'entreprise ? Ou reconstruction de l'orientation politique de la France sur la base de l'intervention des travailleurs dans les gestions ?*

En conclusion de sa note sur la politique économique gouvernementale proposée aux partis qui rivalisent pour les élections, le CNPF se prononce pour ce qu'il appelle « *la liberté d'entreprendre* ». Cela signifie pour lui **des privilèges**, comme il l'avait déjà montré dans son Assemblée Générale de 1983, décidant « *l'offensive* » sur les « *sureffectifs* » avec le mot d'ordre les « *libertés fondamentales de gestion* », réservant la gestion aux patrons et aux directions, s'opposant à des libertés nouvelles d'intervention dans les gestions de tous les travailleurs. Privilèges pour les propriétaires d'une partie des capitaux, ceux dominant l'entreprise, qui peuvent piller l'entreprise réelle au plan financier, mais exclusion des décisions stratégiques de tous ceux qui y travaillent effectivement. D'ailleurs ces « libertés » sont pour le CNPF la possibilité de décider sans aucune réserve pour licencier, pour les relations extérieures y compris la spéculation (en demandant d'achever de démanteler le contrôle des changes), la politique des prix, du crédit, etc.

Pas de responsabilité vis-à-vis des populations régionales, nationale ou internationales, voilà ce qu'il voudrait sous prétexte de poursuite de la suppression des réglementations bureaucratiques.

Dans sa conclusion, le CNPF ne parle plus de rentabilité capitaliste, mais il évoque seulement l'« *économie de marché* », tout en essayant de récupérer les aspirations nouvelles en disant de cette économie « *qu'elle seule garantit la gestion la plus efficace et la plus juste* ». C'est précisément sur ce terrain que non seulement nous démontrons le contraire, mais que nous avançons des propositions constructives pour d'autres types de gestions.

Le CNPF déclare aussi : « *l'opinion publique a pris conscience de l'importance vitale de l'entreprise* ». Mais pour lui cela se confond avec la défense à tout prix de la rentabilité financière. Certes, en rivalisant sur la compréhension des exigences patronales avec les partis de droite, le Parti socialiste déclare avoir enfin compris aujourd'hui les réalités de l'entreprise et de la production, à l'opposé des illusions antérieures généreuses. Mais cela signifie qu'il met aujourd'hui au-dessus de tout pour participer au pouvoir, les exigences de la rentabilité financière contre les travailleurs et les populations. Il les présente comme inéluctables, tout en prétendant mieux les servir à sa façon, en obtenant plus facilement en douceur, l'accord des sacrifiés.

On comprend que le CNPF lui donne une bonne note : « *En bonne voie, mais doit et peut mieux faire* ». Le document du CNPF prétend d'ailleurs tracer une voie moyenne, raisonnable, consensuelle, entre les oppositions gonflées pour la galerie télévisée et pour les clientèles électorales, du P.S. et des

partis de droite. Il propose expressément : ni le simple « *maintien* » de la politique actuelle, elle va dans la bonne direction mais il faut aller plus loin ; ni des changements effectués trop « *brutalement* » pour aller plus loin et plus vite. Il se prononce donc pour la cohabitation raisonnable, derrière la politique spectacle des rivalités et des alternances superficielles.

Mais tout au contraire, ce que nous avons proposé au 25^e Congrès, et qu'il s'agit de commencer à traduire dans la campagne électorale, c'est d'agir pour de vastes rassemblements, parce que toutes les catégories de travailleurs de la production et des services peuvent se retrouver dans l'opposition au CNPF et aux partis favorisant ses critères de rentabilité financière. En avançant d'autres propositions développant les hommes, l'emploi en quantité et qualité avec le développement hardi des nouvelles technologies, les travailleurs proposent d'autres cohérences et utilisent de nouveaux critères de gestion sans le savoir. Certes le consensus du matraquage dans les médias sur les idées du CNPF est difficile à remonter.

Cependant les luttes pour d'autres propositions crédibles faisant reculer les difficultés en construisant d'autres relations économiques, sociales et politiques se relient à la bataille générale pour une autre orientation. Dans la bataille électorale, il ne suffit pas de dire la droite à fait ses preuves, le P.S. vous a trompé en aggravant les difficultés et en agissant dans le même sens.

En effet, on pourrait rétorquer que leur consensus nouveau montre qu'on ne peut pas faire autrement : seules les nuances comptent et il faudrait choisir ceux-ci plutôt que ceux-là. Il convient de montrer comment la politique actuelle détruit les atouts de la France et de tous ses travailleurs, par la soumission à la rentabilité financière, et donc comment il est possible de faire autrement, avec d'autres utilisations des fonds, au plan global, comme dans telle ou telle entreprise ou localité en liaison avec les luttes. Cela permet de renforcer la crédibilité d'une autre orientation politique, et du poids que représenteront les élus communistes contre la poursuite et l'aggravation de l'orientation actuelle.

P.B.

(1) Toutes ces références aux *Comptes de la Nation* sont analysées dans mon ouvrage « *Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères* », notamment pp.272-273.

(2) Ce rapport donne la quantité de produits que l'on peut produire avec une valeur donnée de capital fixe (machines et bâtiment). Si le rapport baisse, cela veut dire qu'on produit moins avec la même valeur de capital fixe, ou que les dépenses pour les machines nouvelles ont augmenté davantage que la production qu'elles permettent.